



CABINET COUREAU

Siège :

6, boulevard Georges Clemenceau
21000 DIJON
Tél. : 03 80 60 05 55
Fax : 03 80 74 87 54
E-mail : secretariat@cabinet-coureau.fr

Bureau :

7, avenue Nicéphore Niepce
71100 CHALON-SAONE
Tél. : 03 85 48 79 71
Fax : 03 85 48 15 33

Site internet : www.cabinet-coureau.fr

ASSOCIATION ICARE

7 rue Buffon
21800 CHEVIGNY-SAINT-SAUVEUR

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'association ICARE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ICARE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Votre association comptabilise des indemnités pour départ à la retraite, telles que détaillées dans la note "Engagements en matière de pensions et retraite" de l'annexe.
- Votre association comptabilise des subventions et des fonds dédiés, tels que détaillés dans la note "Tableau de suivi des fonds dédiés" de l'annexe.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

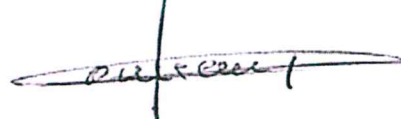
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la

falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Dijon, le 31 mai 2024

SAS CABINET COUREAU

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'JP Coureau', written over a horizontal line.

Jean-Pierre COUREAU
Commissaire aux comptes

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	19 600	19 600		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	91 217	5 873	85 344	85 344
	Constructions	561 663	447 228	114 435	130 057
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.	81 682	71 344	10 338	14 214
	Autres immobilisations corporelles	316 039	269 764	46 276	53 772
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	14 093		14 093	14 093
	Autres immobilisations financières	183		183	183
COMPTES DE REGULARISATION	TOTAL (I)	1 084 478	813 808	270 669	297 664
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	1 363		1 363	411
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	99 413		99 413	179 009
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	45 237		45 237	49 705
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	802 279		802 279	608 457
	Charges constatées d'avance	4 956		4 956	5 717
	TOTAL (II)	953 248		953 248	843 300
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	2 037 725	813 808	1 223 917	1 140 963
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an			14 276	14 276
	(3) dont à plus d'un an				

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	632 542	632 542
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	260 019	316 719
	Autres		
	Report à nouveau	(603 113)	(558 087)
	Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs	178 422	72 637
	Excédent ou déficit de l'exercice	31 451	4 058
	Total des fonds propres (situation nette)	499 320	467 870
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées	31 386	27 954
	Total des autres fonds propres	31 386	27 954
	Total des fonds propres	530 706	495 824
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	112 730	115 160
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics	83 717	
	Total des fonds reportés et dédiés	196 447	115 160
Provisions	Provisions pour risques	36 000	
	Provisions pour charges	127 493	120 229
	Total des provisions	163 493	120 229
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	77 778	87 674
	Emprunts et dettes financières divers	16 615	18 627
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	37 265	63 203
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	200 791	239 587
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	822	660
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	333 271	409 751
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	1 223 917	1 140 963
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	31 450,61	4 058,19
	(1) Dont à moins d'un an	265 421	331 973
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	(3 436)	(4 173)
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	288 060	300 242
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 479 107	1 263 194
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	4 184	385
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	1 669	150
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	54 989	1 110
	Utilisations des fonds dédiés	2 430	6 008
	Autres produits	10 784	14 236
Total des produits d'exploitation		1 837 787	1 581 152
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	1 345	(1 222)
	Variation de stock	(952)	937
	Autres achats et charges externes	298 531	290 266
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	98 469	83 438
	Salaires et traitements	812 124	774 163
	Charges sociales	374 524	361 147
	Dotation aux amortissements et dépréciations	38 670	43 528
	Dotation aux provisions	96 000	25 584
	Reports en fonds dédiés	83 717	
	Autres charges	7 888	1 056
Total des charges d'exploitation		1 810 315	1 578 897
RESULTAT D'EXPLOITATION		27 471	2 254

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		27 471	2 254
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	9 012	2 827
	Total des produits financiers	9 012	2 827
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	266	298
	Total des charges financières	266	298
RESULTAT FINANCIER		8 746	2 529
RESULTAT COURANT avant impôts		36 218	4 784
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	400	325
	Total des produits exceptionnels	400	325
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	270 351 3 432	873
	Total des charges exceptionnelles	4 053	873
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(3 653)	(548)
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		1 114	178
TOTAL DES PRODUITS		1 847 199	1 584 304
TOTAL DES CHARGES		1 815 748	1 580 245
EXCEDENT ou DEFICIT		31 451	4 058
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat		3 665	3 100
TOTAL		3 665	3 100
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole		3 665	3 100
TOTAL		3 665	3 100

Etats financiers au 31/12/2023

ANNEXE COMPTABLE

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 1 223 917 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de 1 847 199 euros et un total **charges** de 1 815 748 euros, dégageant ainsi un **résultat** de 31 451 euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.
Il a une durée de 12 mois.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE :

Néant.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE :

Néant.

REGLES ET METHODES COMPTABLES :

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'ensemble des subventions allouées à l'Association concernent des subventions de fonctionnement liées à l'exploitation normale de l'Association. Ces subventions sont comptabilisées dans des comptes propres à chaque financeur, par l'utilisation de la subdivision 74 "Subventions d'exploitation". En fonction des dépenses engagées durant l'exercice, il est neutralisé lors de l'inventaire des comptes une partie de ces subventions par le biais d'un produit constaté d'avance ou par le biais de fonds dédiés (neutralisation des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, et qui n'ont pu encore être utilisées conformément à l'engagement pris à leur égard).

Dans le cas où les dépenses subventionnables ne seraient pas atteintes, une provision pour risque de reversement peut être comptabilisée.

Les comptes annuels au 31/12/2023 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

comptable général, et celles du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, qui réforme le règlement CRC 99-01.

Conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, il convient de décrire :

> L'objet social de l'entité :

L'association Icare a pour objet de mettre en oeuvre toutes formes d'actions visant à l'accompagnement et à la réinsertion sociale de personnes confrontées à des troubles psychiatriques invalidants ou à une situation de handicap d'origine psychique. Elle entend réaliser ses missions dans un souci éthique permanent et dans le respect des valeurs et principes de la dignité humaine.

> Nature et périmètre des activités :

Dans le cadre de sa mission principale, l'association peut gérer tout établissement ou service destiné à l'accueil des personnes concernées, à leur hébergement, leur réinsertion sociale et toute autre action de soutien et d'accompagnement visant un processus de lutte contre l'isolement et la stigmatisation ainsi que de reconnaissance sociale.

> Moyens mis en oeuvre :

L'association peut organiser ou susciter des actions de formation, des colloques, séminaires, recherches et publications concourant à la promotion de ses missions et de ses réflexions dans le domaine de la souffrance psychique et de l'action sociale.

L'association peut également réaliser toute action qui sera décidée par l'assemblée générale dans le respect de ses finalités.

Pour cela, l'association dispose de deux établissements et emploie 21 ETP.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Amortissements :

Les durées d'amortissements appliquées sont les suivantes :

Frais d'établissement	5 à 10 ans
Constructions	10 à 50 ans
Matériel et outillage	5 à 15 ans
Matériel roulant	5 ans
Agencements et aménagements	5 à 20 ans
Matériels informatiques	3 ans

Immobilisations financières :

L'association ne détient pas de participation dans d'autres entités économiques.

Les autres immobilisés sont constitués des versements de la taxe Effort construction auprès d'Action Logement.

Valeurs mobilières de placements :

La valeur brute est constituée par le cout d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Provisions réglementées :

- Provision couverture de BFR : 20.898 euros
- Provision réglementée plus values immobilisations : 485 euros
- Provision réglementée plus values produits financiers actif circulant : 10.003 euros

Provisions pour charges :

Elles sont constituées avec l'accord de l'Autorité de controle de la tarification, en vue du financement de charges d'exploitation.

Fonds dédiés :

Cf tableau infra

L'association déroge aux principes de constitution / reprise des fonds dédiés.

Compte épargne temps :

Néant

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés.

L'article 20 de la loi n° 2006-586 du 26 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif précise que les associations dont le budget est supérieur à 150 000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'état ou d'une collectivité territoriale dont le budget est supérieur à 50 000 € doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Il est précisé que les administrateurs ne sont pas rémunérés et ne bénéficient pas d'avantage en nature.

Le montant des rémunérations des 3 plus hauts cadres dirigeants salariés ne peut faire l'objet d'une communication dans la mesure où cela reviendrait à donner une rémunération individuelle.

Par ailleurs, il est précisé que l'association n'a qu'un cadre dirigeant au sens de ce texte.

Engagement en matière de pensions et retraites

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

L'engagement en matière d'indemnités pour départ à la retraite calculé selon la méthode actuarielle est le suivant:

Indemnité de départ à la retraite

- Ensemble du personnel : 135.328 euros

Hypothèses de calculs retenues

- départ à la retraite à l'âge de 64 ans

- profil de carrière : 1%

- turn over faible de 0% à 40% selon la classe d'âge

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- taux d'actualisation brut : 3.17%

La provision comptabilisée au passif du bilan s'établit à 135.328 euros à la date du 31/12/2023.
La charge comptabilisée annuellement est le fruit des négociations avec les financeurs.

Effectifs :

21 salariés au 31/12/2023.

Honoraires du commissaire aux comptes :

Montant comptabilisé = 8.050 euros TTC au titre de la mission légale

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 8.050 euros, décomposés de la manière suivante :

-8.050 euros au titre des honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes

- 0 euro au titre des honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Vireme t p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	21 956				2 356	19 600
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	21 956				2 356	19 600
CORPORELLES	Terrains	91 217					91 217
	Constructions sur sol propre	83 837					83 837
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	480 028				2 202	477 826
	Instal technique, matériel outillage industriels	81 183		499			81 682
	Instal., agencement, aménagement divers	24 384					24 384
	Matériel de transport	32 370		10 798			43 168
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	250 245		730		2 488	248 487
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		1 043 264		12 027		4 690	1 050 601
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	14 276					14 276
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	14 276					14 276
TOTAL		1 079 497		12 027		7 046	1 084 478

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	21 956		2 356	19 600
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	21 956		2 356	19 600
CORPORELLES	Terrains	5 873			5 873
	Constructions sur sol propre	50 336	5 568	2 202	53 702
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	383 472	10 054		393 526
	Instal technique, matériel outillage industriels	66 970	4 374		71 344
	Autres instal., agencement, aménagement divers	4 820	3 658		8 478
	Matériel de transport	29 206	4 535		33 741
	Matériel de bureau, mobilier	219 201	10 481	2 137	227 545
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		759 877	38 670	4 339	794 208
TOTAL		781 833	38 670	6 695	813 808

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	27 954	3 432		31 386
	PROVISIONS REGLEMENTEES	27 954	3 432		31 386
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	120 229	50 000	52 735	117 493
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres		46 000		46 000
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	120 229	96 000	52 735	163 493
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	723		723	
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	723		723	
	TOTAL GENERAL	148 906	99 431	53 458	194 879
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			96 000 3 432	53 458	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	14 093	14 093	
	Autres immobilisations financières	183	183	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	99 413	99 413	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	902	902	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	44 335	44 335	
	Charges constatées d'avance	4 956	4 956	
	TOTAL DES CREANCES	163 882	163 882	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	77 778	9 928	40 030	27 820
	Emprunts et dettes financières divers	16 615	16 615		
	Fournisseurs et comptes rattachés	37 265	37 265		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	70 015	70 015		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	116 352	116 352		
	Impôts sur les bénéfices	1 251	1 251		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	13 172	13 172		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	822	822		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	333 271	265 421	40 030	27 820
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		9 896			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Produits à recevoir		31 755
Autres créances		31 755
PRODUITS A RECEVOIR	31 755	

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Charges à payer		124 831
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		16 523
<i>FACTURES NON PARVENUES</i>	<i>16 523</i>	
Dettes fiscales et sociales		108 066
<i>DETTES PROV PR CONGES A PAYER</i>	<i>61 347</i>	
<i>AUTRES CHARGES A PAYER</i>	<i>6 386</i>	
<i>CAP SUR CONGES A PAYER</i>	<i>36 059</i>	
<i>AUTRES CHARGES A PAYER</i>	<i>3 754</i>	
<i>ETAT - CHARGES A PAYER</i>	<i>520</i>	
Autres dettes		242
<i>CHARGES A PAYER</i>	<i>242</i>	

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			4 956	4 956
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				4 956

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des produits exceptionnels		400
Produits exceptionnels sur opérations en capital		400
<i>001 PRODUITS DES CESSIONS D'ELEMEN</i>	<i>400</i>	
Total des charges exceptionnelles		4 053
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		270
<i>CHARGES EXCEP/OP DE GESTION</i>	<i>200</i>	
<i>PENALITES, AMENDES FISC PENALE</i>	<i>70</i>	
Charges exceptionnelles sur opération en capital		351
<i>VNC DES IMMOS CEDEES</i>	<i>351</i>	
Dotations excep. aux amortissements et aux provisions		3 432
<i>DOT PROV REGL +VALUES IMMO</i>	<i>49</i>	
<i>DOT PROV REGL +VALUES ACTIF</i>	<i>3 383</i>	
Résultat exceptionnel		(3 653)

Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

	Fds dédiés clôture 31/12/2022	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	
			Montant global	dont rembours- ements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation Fonds dédié pour loyer / budget 2023							83 717
Contributions financières d'autres org. Premiere Pierre / fondation de France Premiere Pierre (Verger)	90 213 24 946		2 430			90 213 22 517	90 213
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	115 159		2 430			112 730	173 930

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2023	31/12/2022
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat 202.50 * 11.52€ (SMIC brut horaire 31/12/2023) + charges patronales	3 665	3 100
	3 665	3 100
Total	3 665	3 100
Répartition par nature de charges	31/12/2023	31/12/2022
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole Temps des bénévoles consacrés à la vie associative et à sa gestion	3 665	3 100
	3 665	3 100
Total	3 665	3 100

Tableau de passage du résultat comptable au résultat du compte administratif

	Total	001/RESIDENCE	003/ASSO	004/VERGER			
Résultat comptable (a)	31 451	28 283	(2 546)	5 713			
Reprise résultats sous contrôle tiers financeurs (b)	+ -	+ -	+ -	+ -	+ -	+ -	+ -
Résultat économique (c = a + b)	31 451	28 283	(2 546)	5 713			
Dépenses non opposables aux tiers financeurs (d)	+ -	+ -	+ -	+ -	+ -	+ -	+ -
Produits non opposables aux tiers financeurs (e)	+ -	+ -	+ -	+ -	+ -	+ -	+ -
Résultat du compte administratif (f = c + d + e)	50 087	46 920	(2 546)	5 713			

Concours publics et subventions

31/12/2023

Etat exprimé en euros

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics						1 479 107
Subventions d'exploitation						
Subventions d'investissement						
TOTAL						1 479 107

Engagements financiers

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Engagements
financiers donnésEngagements
financiers reçus

Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties		
Engagements de crédit-bail		
Engagements en pensions, retraite et assimilés		
Autres engagements		
Total des engagements financiers (1)		
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées		

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	632 542				632 542
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	316 719	(56 700)			260 019
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	316 719	(56 700)			260 019
Autres réserves					
Report à nouveau	(558 087)	(45 026)			(603 113)
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	72 637	105 784			178 422
Excédent ou déficit de l'exercice	4 058	(4 058)	31 451		31 451
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>					
Situation nette	467 870		31 451		499 320
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées	27 954		3 432		31 386
TOTAL	495 824		34 882		530 706